le dossier de l'express

HÔPITAL : Dr AGNÈS ET Mme BUZYN

Tiraillée entre son passé de médecin et la rigueur budgétaire du gouvernement, la ministre doit gérer une crise sans précédent dans les hôpitaux publics. Et la colère de ses pairs.

Par Jean-Baptiste Daoulas, avec Stéphanie Benz

Des manifestants sous vos fenêtres, c'est toujours gênant. Mais c'est peut-être pis encore quand ils vous snobent. Le 29 octobre, les oreilles d'Agnès Buzyn sont épargnées par les ritournelles de Piaf et d'Aznavour que crachote la sono des personnels hospitaliers en colère. Et pour cause. C'est devant le ministère de l'Action et des Comptes publics de Gérald Darmanin que le cortège de blouses blanches est venu déposer un cercueil à l'effigie de l'hôpital public. « Ce n'est pas la ministre de la Santé qui a les clefs de la réforme et qui va délier les cordons de la bourse », justifie Jérôme Naudin, pédiatre à Robert-Debré. « Par rapport à ses prédécesseurs, Agnès Buzyn a une connaissance claire du terrain, mais on a l'impression qu'elle a les mains liées », complète Solen Kernéis, infectiologue à Cochin (Paris XIVe).

Le malentendu s'approfondit, huit mois après la naissance d'un mouvement inédit. Loin des syndicats traditionnels, des personnels paramédicaux ont créé le Collectif inter-urgences. La grogne s'étend aux étages supérieurs de l'hôpital, au point qu'un second collectif s'est formé en septembre : le Collectif inter-hôpitaux (CIH). Les soignants attendaient du Dr Buzyn qu'elle prenne fait et cause pour leur combat. Ils découvrent une ministre solidaire de la rigueur gouvernementale. Le vote du budget de l'hôpital pour 2020 cristallise les tensions. Pendant sa première lecture, une partie des députés LREM exhorte la ministre à rallonger l'enveloppe de l'hôpital. Au cours d'une réunion à huis clos, le 22 octobre, Agnès Buzyn leur promet des « annonces précises », mais pas avant la grande journée de mobilisation des personnels hospitaliers et des étudiants en médecine, le 14 novembre. Manière de ne pas lâcher trop vite les quelques millions que le gouvernement pourrait encore dégager pour l'hôpital. Les soignants crient

au cynisme. « Elle attend de voir ce que donne la manif pour prendre la parole, dénonce Orianne Plumet, infirmière et membre du Collectif inter-urgences. Alors que nous, on souffre tous les jours sur le terrain. » « Ce n'est pas du cynisme, réagit Agnès Buzyn auprès de L'Express. Je pense sincèrement que les mesures sur lesquelles je suis en train de travailler vont apporter des réponses profondes, structurantes et durables. »

UNE IMAGE TERNIE

« Pourquoi n'a-t-elle pas mis sa démission dans la balance ? » Posée par François Boué, chef de service à Antoine-Béclère (Clamart), la question taraude la communauté des soignants. Ils savent qu'Agnès Buzyn est capable de faire entendre une dissonance au sein de l'exécutif. Sur l'alcool, sur l'homéopathie, sur l'aide médicale d'Etat. Mais sur l'hôpital, rien. S'est-elle seulement battue pour eux ?, se demandent-ils. « Ce qui compte pour moi, c'est le résultat, évacue la ministre. Je ne suis jamais dans les effets de manche, ce n'est pas mon tempérament, et je considère parfois qu'il vaut mieux travailler très sérieusement en back-office à des mesures utiles. » Un député LREM bien introduit a beau affirmer que « ç'a été très musclé avec Gérald Darmanin » et qu'elle « n'a pas eu l'arbitrage » pendant la première lecture du budget, Agnès Buzyn ne laisse rien filtrer sur ses tentatives pour arracher des crédits supplémentaires. « Les annonces qu'elle va faire après la manif du 14 vont coûter, promet un député LREM, ami de la ministre. Si elle a des crédits supplémentaires, ça voudra dire qu'elle s'est battue. »

Certaines réactions d'Agnès Buzyn ternissent aussi son image dans le milieu. Aux urgences de l'hôpital Saint-Antoine, à Paris, l'étincelle à l'origine du mouvement de grève est une série d'agressions, mais le mal-être des soignants est ailleurs. La ministre les scandalise quand elle semble réduire l'affaire à des « problèmes de sécurité », le 19 avril, sur Public Sénat : « Je ne nie pas les conditions de travail, mais ce n'est pas ce qui a déclenché la grève à l'assistance publique. » Au mois de juin, elle accuse des personnels de l'hôpital Lariboisière de « dévoyer ce qu'est un arrêt maladie », après leur mise en arrêt collective. Les personnels paramédicaux se sentent incompris, méprisés. « Elle ne nous a pas calculés pendant six mois », assène Anne-Claire Rafflegeau, infirmière et membre du Collectif inter-urgences. Elle n'a toujours pas reçu le CIH. « Le monde hospitalier est clivé, rappelle Frédéric Pierru, sociologue spécialiste de l'hôpital. Les praticiens hospitaliers (PH) se sentent considérés comme de la piétaille par les professeurs des universités-praticiens hospitaliers (PU-PH), et il y a une méfiance entre les paramédicaux et les médecins. » De ce point de vue, le CV d'Agnès Buzyn – Parisienne privilégiée, scolarisée à l'Ecole alsacienne, PU-PH – la place en haut de la pyramide sociale de l'hôpital. « C'est plutôt un stigmate dans la crise actuelle », poursuit Frédéric Pierru.

DÉBUTS EN FANFARE

Qui se souvient encore de la lune de miel des débuts ? Quelques semaines après sa nomination, en 2017, Agnès Buzyn invite à sa table le diabétologue André Grimaldi et l'hématologue Jean-Paul Vernant, dont elle fut l'interne. Deux défenseurs intransigeants de l'hôpital public. Avec enthousiasme, elle leur confie ses projets pour améliorer la pertinence et la qualité des soins. Grimaldi repart séduit par les idées et la fraîcheur très société civile de la ministre. « Elle nous a dit qu'elle

ne savait pas si elle serait encore là dans un an, se souvient-il. On pensait qu'elle serait pour la santé l'équivalent de Nicolas Hulot pour l'écologie. »

Elle marque encore des points quand elle s'en prend à la tarification à l'activité, cette T2A honnie des soignants, qui a soumis les hôpitaux à une logique de rentabilité. Agnès Buzyn en a tant souffert elle-même ! La colère l'étreint encore quand elle se rappelle le jour où la directrice de l'hôpital Necker (Paris XVe), où elle exerçait, expliqua que la chirurgie du cancer de la prostate serait mieux rémunérée que le traitement des leucémies aiguës, sa spécialité. « Est-ce que la médecine peut se satisfaire d'un système où l'on considère que certaines maladies sont rentables ? On marche sur la tête. Je suis venue pour changer ça », martèle-t-elle alors. En janvier 2018, Grimaldi lance une pétition de 1 000 médecins et cadres hospitaliers contre la T2A. « André, si j'étais encore à l'hôpital, je la signerais », lui confie la ministre. Agnès Buzyn a fixé l'objectif de réduire la

part de T2A dans le financement des hôpitaux à moins de 50 % en 2022.

Pendant des mois, elle repense l'ensemble du système de santé pour soulager l'hôpital. A la rentrée 2018, elle présente son plan « Ma Santé 2022 », avec une batterie de mesures pour mieux organiser la médecine de ville et faire en sorte que les patients ne se tournent plus vers les urgences par défaut. « C'est un diagnostic intelligent. Mais ce n'est pas un plan hôpital. Il n'y a rien, ce n'est pas financé », proteste André Grimaldi. « Il y a un hiatus entre les mesures intelligentes posées dans le plan "Ma Santé 2022", qui mettront du temps à produire leurs effets, et l'urgence que l'on observe à l'hôpital, résume le député LREM et professeur de médecine Jean-François Eliaou. Dans l'immédiat, le seul moyen d'action est budgétaire. »

CRITIQUES INCESSANTES

Entre la ministre et ses pairs médecins, l'atmosphère vire à l'orage. Buzyn vit mal leurs critiques incessantes. Le temps où il lui arrivait de passer un coup de fil à Grimaldi le samedi matin est révolu. Leur dernier contact remonte à la cérémonie des vœux au ministère de la Santé, en janvier dernier. Ce fut court. Une bise et une remarque agacée : « Mais qu'est-ce que vous faites ? Je suis en train de sauver l'hôpital. Faites-moi confiance ! » En coulisses, une chaîne de mails irrite prodigieusement la ministre. Elle regroupe des praticiens hospitaliers et des spécialistes de la santé. Agnès Buzyn n'est pas toujours mise en copie, mais tous les messages lui parviennent. Elle y lit les critiques d'anciens collègues, parfois de proches, « quasiment des témoins de mariage ». L'envie de hurler peut lui venir, mais elle se garde de répondre. Elle n'y fait allusion publiquement qu'une seule fois, sur Europe 1, le 13 octobre, pour se dire « sidérée » de « leur méconnaissance du système » et « du nombre d'informations fausses dont ils disposent ». « Cette réaction a été très mal perçue, affirme le psychiatre Antoine Pelissolo, porte-parole du Collectif inter-hôpitaux. C'est un peu se faire prendre de haut. C'est dommage, car cela ne peut que froisser. » Le pouvoir éloigne. « Elle était une professeure de médecine devenue ministre, elle est aujourd'hui une ministre qui a été médecin il y a très longtemps », tance un proche. « Elle en est malheureuse. Ces qualificatifs ne correspondent pas à Agnès, confie Jean-Hugues Dalle, un ami professeur de médecine. C'est de la caricature. Ça ne rend pas justice à l'énergie qu'elle met à faire bouger les lignes depuis deux ans. »

ELLE S'AUTOCENSURE

Pour la ministre, le sujet est sensible. Très. La voix d'Agnès Buzyn se brise quand elle confie avoir « renoncé à une partie d'elle-même » en quittant l'hôpital. Un « trésor national » où, jeune praticienne hospitalière, elle se réjouissait avec son confrère Mohamad Mohty de soigner dans la même chambre double un SDF et le frère d'un ministre. Cet ami hématologue lui envoie encore chaque semaine une liste de publications sur leur discipline. Quand elle revient sur le terrain, le médecin reprend le pas sur la ministre. A Metz, le 26 juin, elle demande à la hiérarchie de l'hôpital de quitter la pièce pour pouvoir dialoguer sans témoin avec des infirmières. Au self de l'hôpital de Nîmes, le 28 juin, elle plante les huiles de l'établissement pour aller s'asseoir à la table des internes. Le même jour, à Lunel, par une chaleur torride, elle s'engouffre dans le Kangoo d'une aide-soignante pour faire une tournée au domicile de personnes âgées menacées par les fortes températures. « Elles sont toutes les deux revenues en larmes », rapporte un témoin, médusé. Le regard d'Agnès Buzyn s'embue quand on lui rappelle l'anecdote. Depuis sa nomination, la ministre concède un défaut dans sa relation au monde hospitalier : l'autocensure. « Venant de l'hôpital public, je ne voulais pas donner l'impression que je me préoccupais uniquement de ce secteur en délaissant les autres. » Elle promet d'y remédier. ***J.-B. D., avec S. Bz***

Elle confie « avoir renoncé à une partie d'elle-même » en quittant l'hôpital